

L'ECONOMIE RUSSE

MODERNISATION, CRISE ET GÉO-ECONOMIE

PAR

ERIC BRUNAT (*)

Le processus de transformation-modernisation de l'économie russe ne peut être déconnecté des valeurs de la société russe, ancrées en profondeur, et, donc, de la culture multi-ethnique du pays, forgée dans le temps long. La réussite de la transformation pour aller vers une croissance durable et humaine en dépend largement. C'est la dimension sociétale et l'extrême complexité de la modernisation que tente d'appréhender et d'évaluer le Centre d'observation sociale et sociétale (VTsIOM) à Moscou, dirigé par Y. Levada. Une modernisation économique réussie en Russie est et sera fortement dépendante d'une évolution culturelle qui aidera le pays à se positionner et se repérer dans le cadre d'un monde globalisé et multipolaire, mais dont les points d'appui – négligés dans les premières années de la transformation – sont issus d'un système de valeurs et d'une communauté de destin forts. Y. Yasin rappelle avec pertinence que la spécificité culturelle et les valeurs du pays doivent absolument être factorisées dans les stratégies de réforme, afin d'éviter de bouleverser l'identité d'une nation (1). La question est donc de savoir si une convergence rapide vers une forme d'économie «occidentale de marché» est pertinente ou simplement réaliste (tableau 1).

**Tableau 1 : valeurs traditionnelles russes
et conséquences principales**

<i>Valeurs</i>	<i>Conséquences observées</i>
Emphase des principes spirituels	Mépris pour les intérêts purement matériels
Propension pour le travail d'équipe	Effacement de l'individu
Dévouement	Obéissance à l'autorité; capacité à tolérer la douleur
' <i>Sobornost</i> ' comprise comme communauté solidaire d'individus et puissance/force de l'Etat	Recherche d'une force messianique supérieure
Croyance que la chance est le préalable de tout succès	Espérances d'un miracle au détriment du travail systématique

(*) Vice-président de l'Université de Savoie (France), chargé des relations européennes et internationales.

(1) Y. YASIN, «Russian soul' and economic modernization, Russia in global affairs», *Journal on Foreign Affairs and International Relations*, n° 4, sept. 2003, disponible sur le site Internet eng.globalaffairs.ru/.

**Tableau 1 : valeurs traditionnelles russes
et conséquences principales**

<i>Valeurs</i>	<i>Conséquences observées</i>
Conception du travail comme source de plaisir et de créativité	Paresse possible et relatif manque d'organisation
Goût pour les plans ambitieux et les actions immédiates	Inattention et certaine irresponsabilité pour le moyen terme
Générosité et cordialité spontanées («la pauvreté est une vertu»)	Incitations insuffisantes pour le travail, l'épargne, les affaires et la prospérité
Importance des sanctions «à l'amiable» pour rendre la justice	Système de justice au-dessus ou à côté de la loi; système répandu des relations informelles
Importance des émotions, de l'inspiration, de l'esthétique	Intuition plus que rationalité dans la prise de décision

Source : Y. YASIN, «'Russian soul' and economic modernization, Russia in global affairs», *Journal on Foreign Affairs and International Relations*, n° 4, sept. 2003.

Du point de vue du développement humain, il semble que le système traditionnel des valeurs sociologiques russes présente de nombreux aspects originaux. De longue date, il encourage le travail d'équipe. Le sens esthétique et la créativité y tiennent une place importante. Certaines valeurs traditionnelles et fortement ancrées de la culture russe semblent relativement contradictoires, voire contre-productives, dans un univers brutalement marchand, dont la dimension démocratique serait coordonnée par un État de droit de source «non divine». Ces valeurs inscrites dans le temps long et que l'«*homo sovieticus*» a plus renforcées que transformées – en y ajoutant cependant l'importance de l'éducation et une urbanisation accrue – indiquent peut-être l'amorce d'une vision et d'une voie russes dans la conception d'un multilatéralisme dans les relations internationales dominées par l'Occident. Ces valeurs, même ajustées par les forces émergentes d'une régulation marchande récente et violente, sont largement fondées sur les bases et les rapports d'une société archaïque qui a dû composer avec une structure hiérarchique dominée par un État au-dessus des individus et coupé de la société civile. L'économie s'est articulée au cours du temps sur des relations agraires féodales, des conditions géographiques, climatiques et spatiales variées, mais souvent difficiles, qui ont exercé une grande influence et continuent d'influencer le développement économique du pays et l'évolution des mentalités.

Ces éléments sont fondamentaux et traversent à la fois le temps des tsars et le temps soviétique qui a transféré à la ville les rapports sociaux hérités des campagnes. Ils permettent de mieux saisir le système des valeurs partagées par les Russes, les transformations récentes de leur économie et la nature de son insertion dans l'économie mondiale. Ils aident à comprendre le processus lent et spécifique des changements du système des valeurs partagées. Les Russes sont restés fondamentalement traditionnels et la transformation économique radicale amorcée au début des années 1990 sera

durable et se coiffera d'une évolution sociétale ajustée aux ressorts marchands et démocratiques si et seulement si les principaux fondements de l'identité russe redeviennent les points d'appui de l'évolution et les leviers du développement institutionnel. Les crispations autoritaires et les peurs de toutes sortes s'estomperont dès lors que les valeurs propres de la société russe en transformation n'auront plus à s'effacer de façon précipitée face aux valeurs et aux distributions des pouvoirs des principales démocraties occidentales. Comme pour la mondialisation financière, technologique, environnementale, sociale ou fiscale qui ne se déploie pas au même rythme selon les champs – qui requièrent des régulations et des organisations spécifiques nouvelles pour aller vers plus de justice sociale et préserver le développement humain –, les temps de la transformation en Russie ne se décrètent pas; ils varient du cadre de régulation (marché ou hiérarchie) aux règles économiques fondamentales, jusqu'aux ressorts profonds de la société et de la culture. Au début de la décennie, les travaux en sociologie d'Y. Levada montrent que même si l'intérêt pour la liberté individuelle est souvent cité comme une valeur fondamentale, même si la notion de responsabilité est davantage mise en avant, si le travail personnel ou les droits civiques deviennent des valeurs importantes, les temps de la transformation n'avancent pas au même rythme (2). Les fondamentaux de la société russe n'ont pas changé radicalement et ne pas respecter cet état dans le déploiement des institutions, des normes, des règles et du cadre légal en général laisse le champ libre à des contradictions et à des coûts de transaction spécifiques, qui débouchent eux-mêmes sur un système fortement corrompu et sur une diffusion inquiétante des crimes administratifs.

La révolution démocratique a affaibli l'État sans que le cadre légal de substitution ne soit compris et donc ne soit réellement en place. Les droits civiques individuels et les libertés se sont développés sans que les notions de propriété privée et de responsabilité ne soient pleinement intégrées. La différenciation sociale accélérée n'a pas permis une adhésion massive à la règle de droit et à la confiance qu'elle doit induire. L'intolérance massive et radicale des masses face à la corruption ne peut aller de pair qu'avec une confiance accrue dans l'efficacité et la probité du pouvoir et de l'administration publique et privée. Enfin, la tyrannie de l'ostentatoire et du court terme doivent laisser plus de place à l'épargne, à l'investissement et au calcul économique, mais, là encore, ce progrès requiert de la confiance en soi et dans l'environnement institutionnel et légal. Nous faisons l'hypothèse que ces bouleversements ne peuvent s'opérer brutalement contre le système des valeurs partagées russes. A défaut, le processus de transformation globale perd de son efficacité, la société civile peine à se constituer et les pouvoirs se durcissent. C'est ce que nous enseignent – hors crise financière et

(2) Y. LEVADA, «From opinion to understanding», *Library of the Moscow School of Political Research*, Moscou, 2000.

économique mondiale – les évolutions récentes de la transformation économique en Russie, de sa modernisation socio-économique et, plus largement, de ses principaux choix géopolitiques et géo-économiques.

Le discours sur la verticalité du pouvoir et la restauration d'une grandeur russe profite à titre individuel au chef suprême – incarné dans une dyarchie atypique avec Dmitri Medvedev comme Président et Vladimir Poutine comme Premier ministre –, tandis que la base sociale ne se reconnaît pas majoritairement dans les actions de l'administration, voire du gouvernement (3). La césure est considérable entre le pouvoir du chef «venu du ciel», dont la voie est épargnée, et le pouvoir exécutif dans lequel le peuple ne se reconnaît pas vraiment (4). Le niveau suprême parle de l'identité et des valeurs russes, tandis que l'exécutif applique «dans la perception majoritaire du peuple, des mesures occidentales importées, voire imposées de l'extérieur». Il en résulte – et, de ce point de vue, la situation est fort semblable à celle de la période soviétique – une coupure et non une couture entre la majorité des individus et les appareils centraux, dont les popularités sont très faibles – la politique économique dans les sondages de ces dernières années ne recueille généralement pas plus de 20 % d'opinions positives, de même que l'armée, l'Église ou les autorités publiques régionales et locales (5).

Les réformes ont fourni une impulsion puissante en direction du marché, de la libre entreprise et de la propriété privée, avec comme postulat la dissolution/substitution rapide des valeurs sociétales dans et par un modèle capitaliste libéral de style occidental au sens de P. Sloterdijk (6), c'est-à-dire par opposition à un capitalisme autoritaire de style oriental. Sans suivre le philosophe allemand quant à sa crainte de voir reculer plus loin le champ des libertés en Russie, il est vrai qu'il convient pour cela de ne pas nier davantage l'identité du pays, afin de laisser les convergences positives s'opérer par le commerce international, la coopération et le respect des identités plurielles. Les valeurs russes de spiritualité, de solidarité, de gestion des complexités et d'un certain plaisir au travail peuvent trouver leur place dans les sociétés post-industrielles et contribuer à nourrir une pensée complémentaire, voire alternative, aux universalités du capitalisme financier. Dans ce cas, l'apport de la Russie dans un monde multipolaire pourrait être productif et créatif et non induit par un autoritarisme défensif de «citadelle perpétuellement assiégée». C'est aussi une condition majeure d'émergence

(3) Même au cœur de la crise actuelle, après une croissance du chômage qui est d'environ 8,5 % de la population active actuellement (au sens de l'Organisation Internationale du Travail), avec une baisse du PIB estimée à 7,7 % en 2009, la popularité du Président Medvedev demeure positive selon le VTsIOM auprès de 70 % des Russes, et davantage encore pour Vladimir Poutine, Premier ministre.

(4) J.R. RAVIOT, *Démocratie à la russe*, Ellipses, Paris, 2008, 158 p.

(5) E. BRUNAT, «Europe needs a stable Russia», *Pro Economic Journal*, n° 14, nov. 2006, pp. 20-26; P. CONDÉ, «La crise en Russie», *La revue géopolitique*, oct. 2009, disponible sur le site Internet www.diploweb.com/La-crise-en-Russie.html.

(6) P. DOCKÈS/F. FUKUYAMA/M. GUILLAUME/P. SLOTERDIJK, *Jours de colère – L'esprit du capitalisme*, Descartes & Cie, Paris, 2009, 160 p.

d'une société civile responsable en Fédération de Russie, pour que la croissance économique se transforme vraiment en développement humain.

UNE FORTE CROISSANCE APRÈS L'EFFONDREMENT DE 1998,
MAIS DES FRAGILITÉS INSTITUTIONNELLES
ET SOCIÉTALES DEMEURENT

Depuis l'effondrement financier de 1998 jusqu'à la crise économique mondiale actuelle, l'économie russe s'était vivement redressée. Il faut cependant mettre en perspective les bons résultats et tenter de repérer les faiblesses structurelles. En dollars courants, le produit intérieur brut (PIB) a été multiplié par un facteur 10 en dix ans.

Tableau 2 :
Variation annuelle en pourcentage du PIB de la Russie

2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009 (est.)	2010 (est.)
10,0	5,1	4,7	7,3	7,2	6,4	7,4	8,1	5,7	-7,7	3

Sources : FMI, BERD, Banque mondiale, Banque centrale de la Fédération de Russie.

Ce résultat est remarquable, mais il doit être relativisé. L'économie de la Russie pèse moins de 3 % de l'économie mondiale; le PIB par habitant (12 500 dollars environ) représente respectivement 28 % et 35 % des PIB par habitant des Etats-Unis et de l'Europe des Vingt-Sept. Il sera très difficile pour la Russie d'atteindre son objectif déclaré de 50 % du PIB américain par habitant en 2020. Pour approcher cet objectif ambitieux, il conviendrait dans les dix années qui s'annoncent de restaurer la confiance et de relancer les investissements domestiques et internationaux. Les principaux moteurs de la croissance se trouvent dans les ressorts de l'économie privée articulée à un secteur public moderne et probe, dans l'éducation et la recherche, dans la restauration d'une sphère sociale et de santé, dans la modernisation des infrastructures, dans la coopération internationale. Outre les effets de la crise mondiale, il s'agit d'autant de champs mis à mal par les effets induits par le raidissement des autorités, qui ne sont pas parvenues à stabiliser un cadre légal clair, compris et respecté, et à libérer durablement l'économie et la société par un jeu démocratique de véritables concurrences politiques et industrielles. Les mécanismes d'une «économie de marché libérale de type occidentale» se sont partiellement déployés dans un cadre mal préparé, avec la conviction idéologique selon laquelle des «jeux aux prétentions universelles» modifieraient le cadre.

Dans ce contexte, le poids des ressources naturelles dans l'économie s'avère souvent néfaste. Il a distordu les flux d'investissement et n'a pas contribué à une diversification suffisante des efforts. Il a contribué à la

concentration des pouvoirs de façon contre-productive et à une distribution inefficace du produit. L'apprentissage des mécanismes de marché a été brutal, inégal et, surtout, a contribué à effacer les ressorts spécifiques de solidarité de la société russe; il a modifié de façon violente les rapports à l'argent et au travail. Le résultat est médiocre : il débouche sur une société qui doute et qui est désormais encline à des replis nationalistes inquiétants. Pour toutes ces raisons, l'un des principaux moteurs de la croissance, qui est la consommation finale des ménages, peut s'enrayer et mettre en cause le rebond d'après-crise actuel, d'une part, mais plus sûrement le caractère durable de la croissance et sa transformation en développement humain, d'autre part. Plusieurs éléments devront être considérés, selon nous, pour relancer le processus d'une transformation économique et sociale moderne, appuyée sur les valeurs positives et spécifiques de la société russe.

Le principal problème du pays est son endémique problème de corruption. Tous les segments de l'administration publique et privée sont concernés à des niveaux très élevés. Parmi les pays avancés sur le plan technologique à niveau de revenus moyens – au sens de la Banque mondiale –, la Russie est parmi les plus corrompus au monde selon Transparency International.

La Russie va devoir trouver des ressorts à sa croissance par la modernisation, la baisse des coûts de transaction et l'augmentation de sa productivité globale afin de pallier le lissage à la baisse, tout en acceptant ou subissant une insertion plus diversifiée dans l'économie-monde. Ce processus d'insertion est toutefois indispensable pour faciliter la modernisation et la gestion des complexités technologiques, financières, naturelles ou de sécurité. En revanche, cette ouverture durable doit se faire dans le respect des individus, des équilibres sociaux et des identités. A défaut, la chimère autarcique et protectionniste est susceptible de s'imposer, avec des coûts démesurés.

Les infrastructures de transport et de communication doivent redevenir une priorité, en vue d'améliorer la compétitivité par la réduction des coûts de transaction. Cela suppose une capacité à développer des projets lourds, dans un environnement non corrompu, afin d'attirer les financements et les compétences.

Un capitalisme monopoliste d'Etat en Russie côtoie désormais un capitalisme privé extrêmement concentré. La part des capitaux privés et la part des capitaux publics représentent 50 % chacune du PIB. Les ressorts concurrentiels ne fonctionnent pas et contribuent à maintenir un niveau d'inflation supérieur à 10 %.

Les principaux pays émergents d'Asie du Sud-Est et les économies en transition les plus performantes ont des niveaux d'investissement supérieurs à 30 % de leur PIB. En 2009, ce pourcentage est inférieur à 20 % en Russie et le niveau global d'investissement reste de 40 % inférieur au niveau atteint en 1990.

Le climat protectionniste (7), en particulier dans les très nombreux secteurs industriels jugés «stratégiques», mais aussi dans l'agriculture ou la finance, compromet une adhésion rapide à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui serait un catalyseur de la réforme structurelle et institutionnelle et une source supplémentaire de croissance – que la Banque mondiale estime entre 0,5 et 1 % par an.

Un investissement significatif et un volontarisme politique effectif sont nécessaires dans les secteurs de la santé, de l'éducation, de la recherche et de l'économie de la connaissance. Les surplus industriels privés doivent aussi s'orienter en partie vers ces champs réellement stratégiques du développement. C'est une des conditions centrales de la croissance et du développement durable.

Le système bancaire est dominé par quelques grandes banques d'Etat qui ont joué un rôle positif lors de la crise financière mondiale en maîtrisant les ressorts de la finance publique et privée d'une économie avancée. En revanche, le système a un coût élevé et une concurrence privée peut s'avérer efficiente dans le cadre d'une économie moderne. L'épargne et l'investissement sont insuffisants.

La quasi-absence de concurrence, les coûts de transaction élevés, la politique monétaire et la politique du taux de change du rouble ont un effet négatif sur le niveau général des prix, qui reste au-dessus de 10 % ces dernières années. La fuite des capitaux dans les périodes de perte de confiance (années 1990, crise de 1998, crise financière actuelle (8)...) et l'insuffisance des investissements domestiques et internationaux – même si ceux-là ont considérablement augmenté à partir de 2005 – tempèrent une inflation qui n'est donc pas complètement reflétée dans les niveaux élevés rendus ces dernières années.

Les comptes extérieurs en situation de surplus sont très dépendants des exportations des ressources naturelles et des cours mondiaux du gaz et du pétrole. La compétitivité structurelle de l'économie n'est pas assurée. La pression exercée sur les ressources de court terme favorise une économie de «rente» (9) – dont l'avenir ne peut être que fluctuant et décroissant –,

(7) Par exemple, les droits de douane sur les véhicules automobiles et les camions d'occasion importés ont augmenté de respectivement 50 % et 100 % en janvier 2009. Cette mesure a clairement été mise en place afin de protéger l'industrie de production nationale.

(8) Les phénomènes géopolitiques et géo-économiques ont aussi une influence sur les mouvements de capitaux. Ainsi, la guerre russo-géorgienne et la reconnaissance des républiques sécessionnistes de Géorgie par Moscou en août 2008 ont entraîné une forte sortie des capitaux – surtout étrangers – de Russie.

(9) Certains auteurs considèrent que les points de retournement vis-à-vis de la dépendance pétrolière et des ressources naturelles ont été franchis au cours des années 2000 (plutôt après 2005) et que la Russie est aujourd'hui beaucoup plus diversifiée dans son effort industriel (télécommunication, nanotechnologie, chimie et métallurgie...). Cf. J. SAPIR, «La Russie en 2008. Bilan économique et social des 'années Poutine'», *Historiens et Géographes*, n° 402, 2008; V. IVANTER/J. SAPIR, «La situation de l'économie russe dans le cours de la crise financière internationale», Séminaire organisé à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS), Paris, 23 oct. 2008. Nous pensons que cette diversification est en effet engagée, mais qu'il est toujours pertinent, au regard des contraintes financières induites par la crise, de la contribution des ressources naturelles au budget, de l'absorption des investissements, du pourcentage des exportations, de parler de «rente» pétrolière et gazière en Russie. Toutefois, c'est dans le sens de la «*rent seeking economy*», au sens de

laquelle contribue à distordre les flux d'investissement financiers, technologiques et humains vers la prospection et l'exploitation des ressources naturelles au détriment des autres branches et secteurs de l'économie (*Dutch disease*). Les économies d'énergie et l'environnement ne sont pas une priorité effective. Longtemps habitués à l'illusion de la gratuité de l'énergie, les agents privés et publics doivent ajuster au plus vite les équipements et modifier les comportements vers davantage de responsabilité.

LA CRISE MONDIALE ACTUELLE,
RÉVÉLATRICE DES VULNÉRABILITÉS FINANCIÈRES
ET DES FAIBLESSES STRUCTURELLES

La crise économique globale, qui a commencé aux Etats-Unis en août 2007, a épargné peu de pays. La Russie a été gravement affectée. En début de période, la situation macro-économique du pays était saine, après plusieurs années de forte croissance et des comptes équilibrés ou en excédent – dont un fort excédent budgétaire supérieur à 6 % en 2007 et de l'ordre de 4 % en 2008. La dette publique avait atteint en 2007 et 2008 un niveau inférieur à 10 % du PIB (10) et les réserves de change en devises étaient les troisièmes plus importantes au monde. La crise financière, cependant, a durement touché la Russie et révélé des faiblesses structurelles.

Au regard du poids des matières premières dans les exportations russes, de leur contribution au budget fédéral, de leur part dans les investissements, une fluctuation forte des cours pétroliers et gaziers (140 dollars le baril pour le pétrole de l'Oural en juillet 2008, 34 dollars début janvier 2009 et environ 75 dollars fin 2009, contre 59 dollars prévus, selon le tableau 3) n'est pas, malgré un fonds de stabilisation important (*cf. infra*), sans incidences sur les finances publiques, les résultats des entreprises et le revenu des ménages. La corrélation entre la baisse du prix des ressources naturelles et la détérioration de l'économie russe est nette (11). Le PIB devrait reculer en 2009 d'environ

S. ROSEFELDE (*Russia in the XXIst Century, the Prodigal Superpower*, Cambridge University Press, Cambridge, 2005, 244 p.), d'E. BRUNAT et A. KLEPACH («Productivity and competitiveness challenges for the Russian economy : room for a more proactive policy ?», in Jean-François HUCHET/Xavier RICHET/Joël RUET (dir.), *Globalisation in China, India and Russia*, Academic Foundation/Centre de sciences humaines de l'Université Paris III – Sorbonne Nouvelle, New Delhi/Paris, 2007, 364 p.) ou encore d'A. ASLUND (*Russia's Capitalist Revolution. Why Market Reform Succeeded and Democracy Failed*, Peterson Institute for International Economics, Washington, 2007, 356 p.), que nous utilisons généralement le terme de «rente» : cette recherche de revenu immédiat des agents économiques, qui est de nature au moins autant sociologique qu'économique et qui freine l'épargne et l'investissement.

(10) 7 % en 2007 selon la Banque centrale de Russie, mais aussi selon le *CIA World Factbook 2007*. Ce résultat est obtenu grâce à des rentrées massives de devises issues des hydrocarbures et aussi à un désengagement de l'Etat de la sphère sociale santé et éducation. La Russie a remboursé par anticipation plusieurs dettes qu'elle avait envers le FMI, les Etats-Unis et les pays européens. C'est aujourd'hui l'un des pays parmi les moins endettés au monde.

(11) R. CONNOLLY, «Financial vulnerabilities in Russia», *Russian Analytical Digest*, n° 65, oct. 2009, pp. 1-6, disponible sur les sites Internet www.res.ethz.ch et www.laender-analysen.de.

7,7 %, la production industrielle de quelque 11,7 %, les investissements de plus de 15 % et le solde budgétaire sera négatif d'environ 3 % au mieux.

Tableau 3 :
Principaux indicateurs macro-économiques 2006-2009

	2007	2008	2009 (est.)
PIB (variation en %)	8,1	5,7	-7,7
Taux annuel d'inflation (variation en %)	11,9	13,3	11
Production industrielle (variation en %)	6,3	2,1	-11,7
Investissements (variation en %)	21,1	9,8	-15,4
Solde budgétaire national (en % du PIB)	6,0	4,0	-3,0
Taux de chômage (en %, selon la définition de l'OIT)	6,4	6,2	8,4
Cours moyen du baril de pétrole (Oural) (en dollars)	75	95,5	58
Réserves en devises et métaux précieux (en milliards de dollars)	478,8	427,1	405

Sources : Banque mondiale, Banque centrale de la Fédération de Russie, données statistiques nationales.

Le taux de change du rouble s'est déprécié et les importantes réserves de change ont considérablement diminué, pour s'établir en cette fin d'année 2009 à environ 400 milliards de dollars. La variation des cours des matières premières introduit donc un paramètre spécifique, qui joue de manière erratique avec la crise financière et économique mondiale. La santé financière des secteurs de l'économie russe est menacée par les faiblesses structurelles qui demeurent.

L'évaluation des vulnérabilités financières suppose un état des réserves financières de change, un examen du rapport entre les dettes et le PIB, la nature des dettes à court et long termes, exprimées en monnaie locale ou devises étrangères. Il est également important de distinguer les bilans financiers du secteur public (incluant la Banque centrale) du secteur financier (les banques principalement) et non financier privé (les ménages et les entreprises). Il en est de même entre les agents résidents et les agents non résidents sur le marché domestique et entre la Russie et le reste du monde. Or, tous ces secteurs économiques sont interdépendants.

L'impact de la crise actuelle sur l'économie et la société russes est cependant très différent de ce qu'on avait observé en 1998. A cette époque, la population avait été directement confrontée à la réalité de la crise par la fermeture des banques, la cessation des paiements, une forte hausse des prix et l'effondrement du taux de change (12). Aujourd'hui, à l'exception d'une minorité détenant des avoirs mobiliers – la bourse des valeurs de Moscou reste étroite et le capitalisme n'est pas de masse, puisque moins de 1 % de la population possède des actions –, la crise reste beaucoup plus abstraite

(12) V. IVANTER/J. SAPIR, *op. cit.*

qu'en 1998, malgré les défauts de paiements qui se sont multipliés et le chômage qui est désormais, en Russie aussi, une véritable inquiétude. Tout cela ne signifie pas que la crise actuelle soit purement virtuelle, mais il est clair que ses effets n'ont rien à voir avec le traumatisme de 1998 (13).

La croissance domestique du crédit aux ménages, qui avait augmenté fortement de 2000 à 2006, a commencé à fléchir pour ne représenter que 9 % du PIB en 2007. C'est peu par rapport aux autres économies émergentes et aux économies avancées. Cependant, l'endettement en devises était d'environ 20 % de l'ensemble. Bien que lié à un système bancaire relativement sous-développé, ce point est important et finalement positif, car, lorsque le rouble a faibli par rapport à l'euro, au franc suisse ou au dollar, les ménages ne se sont pas retrouvés étranglés par la dette comme en Europe centrale et orientale (Hongrie en particulier) ou dans les pays Baltes. En revanche, les entreprises russes se sont endettées lourdement en devises sur le marché international en gageant leurs actifs de ressources naturelles. Les banques ont renforcé cette tendance en recourant à leur tour aux marchés financiers internationaux, afin de spéculer ou, tout simplement, de financer les entreprises.

Ainsi, l'Etat russe était peu endetté, avec des réserves significatives au début de la crise. Les ménages étaient également peu endettés, avec une structure de la dette à 80 % en monnaie locale. En revanche, les firmes ont accru leur endettement en devises sur le marché mondial, ce qui les a rendues sensibles à la chute des revenus pétroliers et à l'affaiblissement consécutif du rouble. Ces faiblesses ont été renforcées par l'intervention des troupes russes en Géorgie, le 8 août 2008, qui a inquiété les investisseurs, en particulier étrangers, et entraîné une sévère perte de confiance. Les sorties de capitaux, qui ont eu un effet positif sur les pressions inflationnistes, ont commencé dès le printemps 2008, mais c'est en septembre 2008 que les flux sortants se sont accélérés après l'effondrement du marché des actions à la bourse de Moscou. Philippe Condé rappelle que, avant la crise, les autorités russes avaient sous-estimé le degré d'intégration économique et financière de leur pays dans l'économie mondiale (14). Or les investisseurs étrangers détenaient 70 % des valeurs cotées sur la place moscovite (15). Ces phénomènes ont débouché sur une forte dépréciation du rouble, dont le taux de change est passé de 25 roubles pour

(13) *Id.*

(14) P. CONDÉ, *op. cit.*

(15) V. IVANTER et J. SAPIR (*op. cit.*) soulignent cependant que les volumes financiers en circulation et traités à la Bourse de Moscou étaient alors très faibles. Lors de la séance du 16 septembre 2008, le cours de l'action Gazprom a baissé de 16 %. En réalité, le volume des transactions sur cette action n'avait pas dépassé les 6 millions de dollars, chiffre dérisoire eu égard à la capitalisation de la société. Les phénomènes semblables ont été observés pour la très grande majorité des autres actions. Ceci provient du fait que les entreprises ont un actionnariat en réalité très contrôlé. V. Ivanter estime que, « dans la majorité des cas, la part 'flottante' de l'actionnariat ne dépasse pas 3 % à 4 % de la capitalisation de la société, ce qui limite le rôle de la Bourse de Moscou. Contrairement aux pays capitalistes développés, elle n'a pas été créée pour répondre à un besoin de financement des entreprises, mais comme un acte 'rituel' d'affirmation de la transition en Russie. [...] C'est un marché d'une faible profondeur, où le montant moyen de l'intervention de la part d'un résident est de l'ordre de 20 000 dollars, elle a été avant tout une poche à spéculation pour des acteurs non-résidents ».

1 dollar américain en juillet 2008 à plus de 36 roubles en avril 2009. Près de 200 milliards de dollars ont été utilisés pour soutenir le rouble et permettre la réalisation des engagements budgétaires. Des sommes importantes ont été votées par la Douma pour garantir le soutien aux activités les plus sensibles à un manque de liquidités servant au financement du capital circulant, cela, notamment dans les secteurs de l'agriculture, de la défense, des constructions mécaniques et de la construction. L'action publique a donc été très positive en empêchant le développement d'une crise de liquidité interne majeure induite par la crise internationale. La capacité de résistance de l'économie et de l'administration russes a été positive. Il n'en demeure pas moins que le poids de la dette en devises des entreprises s'est alourdi mécaniquement et que les revenus réels ont chuté avec l'affaiblissement des termes de l'échange.

Les faiblesses structurelles sont apparues évidentes et la faible compétitivité d'une grande partie de l'industrie a débouché sur une baisse des productions industrielles concomitantes à la chute des investissements non étatiques. Dans le fil de ces secousses financières de 2008, les ménages, pourtant relativement épargnés dans un premier temps, ont subi, d'une part, les effets du ralentissement des activités – la montée du chômage a touché le revenu réel et conséquemment a accru les défauts de paiement des dettes – et, d'autre part, un tarissement brutal de l'accès au crédit – en particulier auprès des petits établissements. Ces difficultés ont engendré des effets en chaîne négatifs sur la demande dans les secteurs de l'immobilier et des consommations finales.

La crise a aussi accru la vulnérabilité des secteurs bancaires et industriels ouverts sur l'extérieur et endettés en devises. Le poids de l'endettement a été concomitant à la dépréciation du rouble. Au second semestre 2008, la dette des firmes industrielles, selon la Banque centrale de Russie, a atteint environ 295 milliards de dollars et celle du secteur bancaire environ 140 milliards de dollars, avec de fortes contraintes à court terme puisque le secteur des entreprises doit rembourser – hors rééchelonnement ou moratoire – 150 milliards de dollars d'ici au printemps 2011 et le secteur bancaire quelque 60 milliards à la même échéance. De telles contraintes de remboursement supposent que la confiance susceptible de relancer les flux financiers internationaux soit restaurée et que l'administration centrale soit encline et prompte à continuer à soutenir la monnaie locale et l'activité économique de toutes les unités de production (16). A défaut, le remboursement des dettes à court terme des entreprises et du secteur bancaire peut s'avérer

(16) Au-delà de la volonté politique, ces actions seront permises en fonction du cours des matières premières. Cette contrainte objective réduit mécaniquement la marge de manœuvre qui viserait à davantage diversifier la structure de production et d'exportation de l'économie russe et la modernisation de ses infrastructures. Le budget 2010 de l'Etat ayant été élaboré sur la base d'un baril de pétrole de l'Oural à 58 dollars, la consolidation du taux de change de la monnaie, la restauration des comptes et la capacité à rembourser les dettes industrielles et bancaires dépendront largement du dépassement significatif et durable de ce tarif, fin 2009, en 2010 et 2011 au minimum.

particulièrement difficile et compromettre tout simplement l'accès au crédit des ménages et, par voie de conséquence, toucher durablement l'un des moteurs de la croissance récente russe, à savoir les dépenses d'équipement et la consommation finale des ménages. Le pire des scénarios serait celui d'un assèchement des liquidités, débouchant sur des arriérés de paiements des salaires et des livraisons intermédiaires, bref, une certaine démonétisation des relations économiques avec un retour des relations de troc (*barter*), incompatibles avec une croissance économique forte et durable et avec les potentiels objectifs de la Fédération de Russie.

NÉCESSITÉ D'UNE MODERNISATION DE L'ÉCONOMIE RUSSE
ET D'UNE TRANSITION VERS UNE ÉCONOMIE POST-INDUSTRIELLE
DE LA CONNAISSANCE (17)

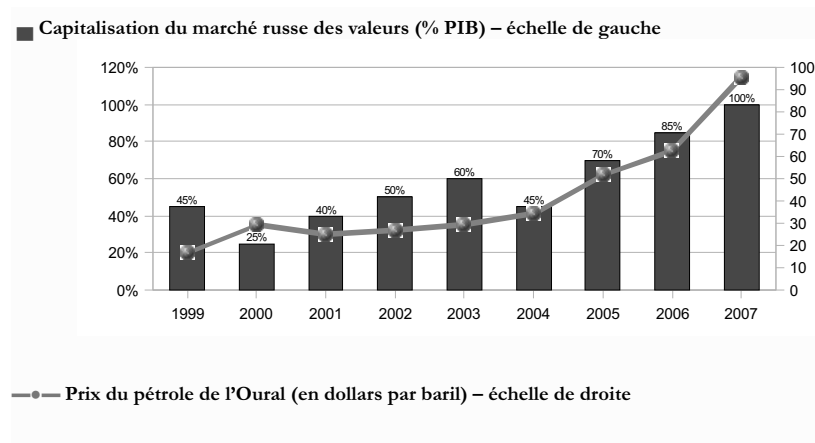
La forte dynamique de croissance observée en Russie dans les années récentes – d'abord stimulée par la dévaluation du rouble consécutive à la crise financière d'août 1998 qui avait restauré la compétitivité des prix aux productions nationales – est largement expliquée par la conjoncture favorable en termes de prix réels sur le marché mondial des ressources pétrolières et gazières. La hausse des prix du pétrole et du gaz et de la demande mondiale, couplée à une demande de consommation intérieure finale très soutenue, explique en grande partie la croissance du produit intérieur brut, qui a été supérieure en moyenne annuelle à 6,5 % par an sur la période 2000-2008 (*cf.* le tableau 2). Jusqu'en 2008, le pays a accumulé plus de 420 milliards de dollars de réserves de change, auxquelles il convient d'ajouter, d'une part, un «fonds de stabilisation» d'environ 125 milliards de dollars et, d'autre part, un fonds du «bien-être national» de 32 milliards de dollars (18) (soit, au total,

(17) L'économie de la connaissance est comprise comme la production et les services basés sur une accélération du rythme de l'avancée des technologies et de la science, incluant aussi une obsolescence rapide. L'élément-clé de l'économie du savoir est une plus grande dépendance à l'égard des capacités intellectuelles qu'à l'égard des intrants physiques et des ressources naturelles. Cette orientation est principalement alimentée par l'émergence de nouvelles industries, où la plupart des progrès technologiques engendrent une augmentation de la productivité. L'économie de la connaissance est aussi une réalité où se concentrent les analyses sur l'évolution des institutions de l'économie et des relations entre les acteurs du développement, où la valeur est de plus en plus dans les nouvelles idées, la gestion par projets, les circuits de financement innovants, les supports électroniques de gestion et l'environnement des services disponibles. Une économie basée sur le savoir est caractérisée par la reconnaissance de la connaissance en tant que source de compétitivité, ce qui suppose l'importance croissante de la science, de la recherche, de la technologie et de l'innovation dans la création et l'application du savoir. *Cf.* D. ROONEY/G. HEARN/T. MANDEVILLE/R. JOSEPH, *Public Policy in Knowledge-Based Economies: Foundations and Frameworks*, Edward Elgar, Cheltenham, 2003; E. BRUNAT/X. GREFFE/V. MAU/V. NOVIKOV/I. SAMSON (dir.), *Common Economic Space and the Perspectives of the EU-Russia Relations*, Izdatelstvo «Delo» Publishing, Moscou, 2004, 240 p.; PNUD, *Towards a Knowledge Based Society*, National Human Development Report, Russian Federation, Moscou, nov. 2004; BANQUE MONDIALE, *Where is the Wealth of Nations: Measuring Capital for XXIst Century*, Washington, 2006, 188 p.; BANQUE MONDIALE, *K4D, Knowledge for Development Program*, 2007, disponible sur le site Internet www.worldbank.org; E. BRUNAT, «Économie de la connaissance, réseaux de formation et dynamique territoriale en Russie», in D. GUERRAOUÏ/X. RICHEL (dir.), *Compétitivité et accumulation de compétences dans la mondialisation: comparaisons internationales*, L'Harmattan, Paris, 2009.

(18) Le 'fonds de stabilisation' est un fonds de réserves destinées à pallier les fluctuations des cours mondiaux gaziers et pétroliers; le 'fonds du bien-être' vise à amortir les coûts sociaux de la conjoncture économique.

plus de 40 % de la richesse nationale), ce qui plaçait la Russie à la troisième place mondiale en la matière, derrière le Japon et la Chine (19). Pendant cette période faste, la croissance de la capitalisation des entreprises russes a été nettement corrélée au prix du pétrole sur le marché international (20) (*cf.* le graphique 1). C'est aussi une période de regain de confiance et d'une certaine distanciation avec les pays occidentaux peu enclins à reconnaître la Russie comme puissance économique. Ce redressement économique a donc entraîné un durcissement des positions diplomatiques russes, les dirigeants étant convaincus que la Russie n'avait plus besoin de l'Occident. En février 2007, la 43^e conférence sur la sécurité de Munich a permis au président Vladimir Poutine d'exprimer l'étendue de ses divergences avec l'Occident et les Etats-Unis en particulier (élargissement de l'OTAN, nucléaire iranien, projet de bouclier antimissiles en Europe orientale, militarisation de l'espace par les Etats-Unis ou perception d'une ingérence occidentale systématique et de longue date dans les affaires intérieures russes).

Graphique 1 : dynamique de la capitalisation des entreprises russes (en % PIB) et prix du pétrole de l'Oural



Source : statistiques nationales russes.

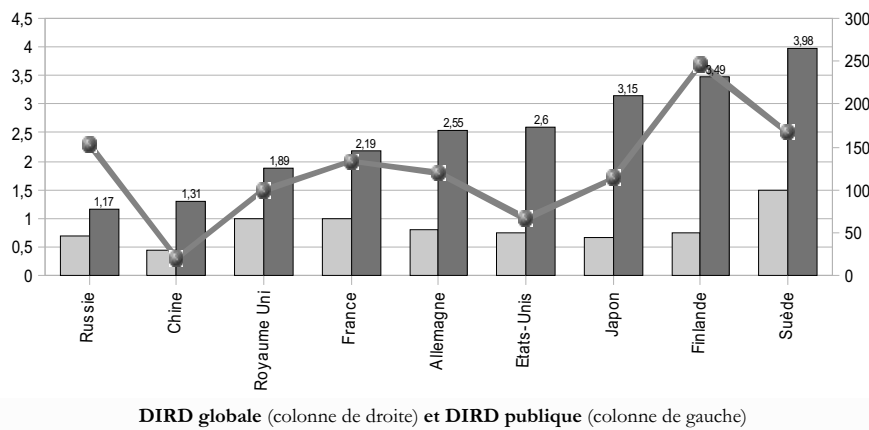
Cependant, le potentiel du modèle d'«exportation des matières premières» de l'économie russe montre ses limites. Il n'a pas engendré une diversification suffisante de la structure de production, ni l'émergence institutionnelle indispensable à la confirmation et à la consolidation de la croissance sur la longue période. De plus, le nombre des firmes russes capables de jouer un rôle significatif sur les marchés extérieurs et au sein des pôles mondiaux de croissance est très insuffisant «hors pétrole ou gaz». Le paradoxe est que, malgré les

(19) En janvier 2008, le pays effectuait son entrée dans le club des dix principales économies mondiales aux côtés du Brésil, de l'Inde, du Mexique ou de la Corée du Sud.

(20) G. GREF, Rapport au gouvernement de la Fédération de Russie, 17 août 2006, disponible sur le site Internet www.economy.gov.ru/wps/portal.

résultats des opérateurs industriels et financiers russes caractérisés par des retours sur investissement importants et rapides, la solidité de la croissance n'est pas pour autant assurée. Les investissements dans la recherche et les développements innovants semblent insuffisants (graphique 2) pour assurer le positionnement de la Russie sur le plan international.

Graphique 2 : dépenses intérieures de R&D, en % du PIB, dans différents pays (échelle de gauche) et volume de personnels engagés dans la R&D – chercheurs et autres personnels – pour 10 000 employés au total (courbe et échelle de droite), années 2004 et suivantes lorsque les données sont disponibles



Sources : OCDE ; G. GREF, *op. cit.*

Ce point est fondamental, et les hommes politiques, soucieux des résultats immédiats, reconnaissent la prégnance des cours pétroliers sur l'économie et continuent de privilégier les observations de court terme. Même l'économiste A. Klepach, actuel vice-ministre du Développement économique et du commerce réputé pour ses analyses sur l'impact des politiques industrielles pro-actives et des réformes structurelles (21), se concentre désormais sur le court terme et se réjouit que les prévisions de croissance du PIB pour 2010 soient convergentes avec celles réalisées par la Banque mondiale et la Banque européenne de reconstruction et de développement (autour de + 3 à + 3,2 %), avec, comme argument principal, une absorption soutenue du pétrole russe de l'Oural par l'économie mondiale à un cours prévisionnel très supérieur à celui de 58 dollars utilisé pour construire le budget de 2010 (22). Le poids des exportations de matières premières (tableau 4) détourne l'action de l'Etat, laquelle devrait s'orienter vers une stratégie de développement des secteurs de la santé, de l'éducation, de l'économie de la connaissance et des nouvelles technologies en général.

(21) Cf. E. BRUNAT/A. KLEPACH, *op. cit.*

(22) Cf. «Klepach signals' 10 optimism», *Moscow Times*, 16 nov. 2009.

Tableau 4 :
Structure des importations
et des exportations russes en %, 2005

	<i>Matières premières et énergie</i>	<i>Produits agricoles</i>	<i>Services</i>	<i>Produits manufacturés</i>
Importations	3	12	24	61
Exportations	63	6	9	22

Source : Organisation mondiale du commerce

L'importance de la nouvelle économie – économie de la connaissance – est largement sous-estimée par les pouvoirs publics, malgré les injonctions du président Medvedev (23). Les principaux industriels ne font pas de l'enseignement et de la recherche une priorité suffisante pour être à l'avenir la force motrice de l'économie de marché. Avec l'accélération des innovations, la complexification et l'élargissement des processus, la concurrence dans le monde moderne implique de plus en plus une vive concurrence des connaissances, tant pour leur production que pour leur diffusion et leur consommation (24). Ainsi, le développement d'un puissant système d'éducation, d'enseignement initial et supérieur et notamment de formation professionnelle devient absolument nécessaire comme élément de différenciation concurrentielle. Cela passe aussi en Russie par un soutien à la recherche-développement (R&D) et son organisation selon les standards internationaux, mais aussi par le sauvetage, la préservation et l'utilisation de l'expérience et des compétences technologiques et humaines accumulées pendant la période soviétique. Les Nations Unies considéraient que le système d'instruction initial et de production de culture générale était un des meilleurs atouts comparatifs de l'Union soviétique, notamment dans les domaines des techniques aériennes et astronautiques, de la physique nucléaire et du laser par exemple (25). Aujourd'hui cependant, on peut observer que, pour l'essentiel, le succès économique prévaut dans la sphère de l'extraction et de la livraison des hydrocarbures bruts, des matières premières, de l'organisation du commerce en réseaux d'initiés et, très partiellement, des services.

En revanche, le développement de branches comme l'infrastructure des transports – qui contribue grandement à diminuer les coûts de transaction – les productions nouvelles et innovantes, le développement de technopoles appuyées sur une relation universités-entreprises active et sur la valorisation

(23) Cf. D. MEDVEDEV, Discours à la nation, 12 nov. 2009, disponible à l'adresse Internet kremlin@gov.ru. La modernisation de l'économie russe a été le point central de l'intervention.

(24) E. BRUNAT *et alii*, «National innovation system: the basis of Russia's knowledge economy», in PNUD, *op. cit.*; O.L. KOUZNETSOV, «Problèmes de la construction de la société du savoir dans la Russie contemporaine: mythes, bases, perspectives», *EKO Economie et organisation de la production industrielle*, n° 8, 2005, pp. 40-46

(25) E. BRUNAT, «Economie de la connaissance...», *op. cit.*

de la recherche publique, les centres logistiques de transport et de communication modernes diversifiés, l'application des technologies modernes et des méthodes d'organisation intégrant les nouvelles connaissances en matière de gestion pour la bonne gouvernance des régions et des collectivités municipales, leurs applications dans les processus de créations d'activités, tout cet ensemble est en retard par rapport aux méthodes, priorités et standards européens et internationaux. La principale conséquence du déficit de «compétences d'affaires» et d'intérêt pour la recherche et des actions déployées sur la longue période est de nature à rendre les produits et les services russes faiblement compétitifs sur le marché international et à maintenir une logique et des comportements de recherche de «rente immédiate» (26).

La consolidation de la croissance économique en Russie et la facilitation de sa transformation en développement humain supposent la création active d'un système éducatif moderne à plusieurs niveaux, fondé sur les meilleures traditions des «lumières» russes, tout en facilitant l'intégration dans l'espace éducatif européen et le partenariat universités-entreprises (27), ainsi que l'étude du développement de partenariats de type public-privé pour certains investissements lourds visant à renforcer les responsabilités conjointes (28). L'implication des entreprises – par le biais de financements par exemple – dans la sphère éducative est un thème sensible et rapidement très politique. Ici, il s'agit plutôt de coopérations actives en matière de recherche appliquée et finalisée, une participation à la gestion de la complexité et à la production de nouvelles connaissances susceptibles d'être intégrées et développées dans la sphère de production.

La crise économique limite désormais ce type d'engagement des firmes. Des fenêtres d'opportunités ont été gâchées au début des années 2000, mais il conviendra au plus vite d'impliquer les unités de production dans la production du savoir lorsque les fardeaux financiers du court terme auront été absorbés. Traditionnellement, l'économie réelle et les affaires industrielles sont coupées du monde de la recherche en Russie. Les césures entre la création et l'application, d'une part, entre l'action stratégique et le business de court terme, d'autre part, sont profondes. Il s'agit d'un problème institutionnel et de culture politique, qui engage deux visions du monde. De plus, les contraintes financières actuelles ne facilitent évidemment pas cette rencontre. Le faible intérêt des structures d'affaires russes dans les travaux d'études et de recherche conduit à une coupure entre la création et l'application des nouvelles connaissances, à une coopération déficiente et inefficace entre la science et la production. Le financement privé de la R&D dans

(26) S. ROSEFIELDE, *op. cit.* Cf. aussi M.A. DMITRIEV, Matériels du rapport présenté au séminaire du projet de l'Union européenne KalEdu (Kaliningrad – Education) au gouvernement de Kaliningrad, 29 mai 2007. E. Brunat tient ce matériel non publié, disponible.

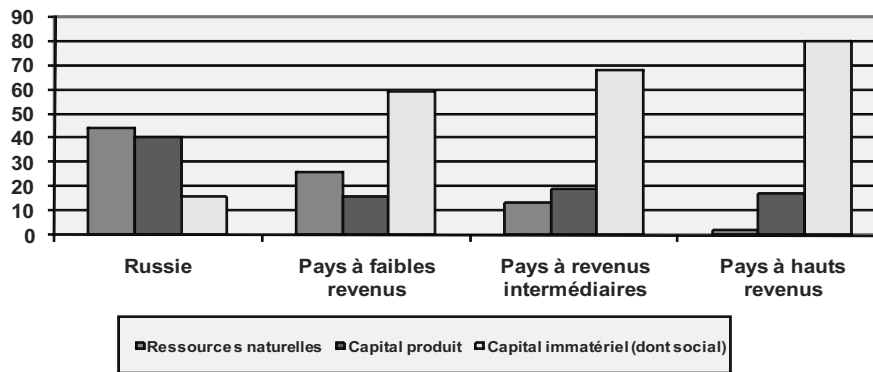
(27) E. BRUNAT *et alii*, *op. cit.*; E. BRUNAT, «Economie de la connaissance...», *op. cit.*

(28) V.L. MAKAROV, «Economie du savoir : quelles leçons pour la Russie», *Vesti*, vol. LXXIII, n° 5, 2003, pp. 450-456.

les pays développés est en général nettement plus important que les crédits budgétaires publics, alors qu'en Russie on observe une réalité inverse (29).

Le degré d'implication des biens immatériels, le capital social dans le capital global (la richesse globale) en Russie par rapport au poids du capital produit ou du capital naturel (les ressources naturelles) est représenté par le graphique 3 issu de travaux de la Banque mondiale (30). La comparaison avec les pays à hauts revenus, selon la classification de la Banque, à revenus intermédiaires et même avec les pays les plus pauvres est flagrante quant à la structure de la richesse globale. Les ressources naturelles dominent largement en Russie, tandis que le capital immatériel est nettement le plus important pour les trois groupes de pays mentionnés ci-avant. De ce point de vue, la comparaison n'est pas à l'avantage de la Russie, même avec le groupe des pays à faibles revenus : en pourcentage du capital global, la Russie utilise quatre fois moins de capital immatériel et presque deux fois plus de ressources naturelles. Selon cette approche particulièrement intéressante pour évaluer le poids du capital social et le caractère durable de la croissance (31), la structure du capital russe n'est pas loin de celle du Venezuela ou du Gabon (32). Ce type de structure du capital est terriblement dévoreur de ressources et n'est par conséquent pas durable.

Graphique 3 :
Structure de la richesse des nations en %



Source : Banque mondiale, *Where is the Wealth...*, *op. cit.*

(29) E. BRUNAT, «Economie de la connaissance...», *op. cit.*

(30) BANQUE MONDIALE, *Where is the Wealth...*, *op. cit.*

(31) Les indicateurs utilisés actuellement pour mesurer le niveau de développement sont gravement défectueux. Les indices nationaux de comptabilité, tels que le PIB, ne reflètent pas nécessairement les effets bénéfiques des dépenses d'éducation ou de santé, ni les coûts liés à la dégradation de l'environnement. La Banque mondiale (*Where is the Wealth...*, *op. cit.*) propose une nouvelle méthode d'évaluation de la richesse nationale totale des pays, prenant en compte le capital produit, les ressources naturelles, mais aussi le capital social et humain. Cette étude permet de commencer à caractériser et à quantifier le développement durable. Il montre ainsi les disparités entre les voies de développement choisies par les pays. Il apparaît que des groupes entiers de pays, dont fait partie la Russie, ne sont pas sur une voie soutenable, notamment parce que la gestion des ressources naturelles y est très discutable.

(32) E. BRUNAT, «Economie de la connaissance...», *op. cit.*

Aux symptômes de l'économie de rente en Russie (33) et de la crise actuelle s'ajoutent au moins trois types de difficultés spécifiques qui handicapent lourdement la modernisation de l'économie et de la société : l'insuffisance de champions nationaux de grande taille – hors énergie, tels Gazprom ou Rosneft, capables de jouer un rôle global et véritablement moteur pour la recherche – ; la faiblesse chronique des petites entreprises, dont le nombre absolu et le poids en terme d'emplois et la contribution au PIB augmentent, mais restent inférieurs aux réalités des principales économies de marché (34) ; une démographie naturelle décroissante et l'émigration du segment le plus dynamique et le mieux formé de la population (35). Cette situation particulière suppose une évolution culturelle et institutionnelle dans la conception même du développement économique et de la transformation sociale et, par conséquent, une volonté politique forte à court et moyen termes.

Aujourd'hui, la croissance des services et des technologies modernes bute sur une pénurie sérieuse de main-d'œuvre qualifiée, sur la prégnance de grandes unités de production qui distordent le marché du travail et la formation des prix et des salaires – dont la production et le commerce de l'énergie – et sur une offre de formation qui s'éloigne des sciences et des champs de l'excellence passée (technologie, mathématiques, physique théorique et appliquée) adaptée aux besoins d'une économie plus compétitive et capable de générer une croissance plus assurée et durable.

Les connaissances sont au cœur du nouveau développement, celui qui devrait être plus économe en ressources pour mériter son caractère « durable ». Dans ses messages adressés à l'Assemblée fédérale du pays au cours de ces dernières années, Vladimir Poutine avait attiré l'attention, à plusieurs reprises, sur la nécessité d'une transition vers un nouveau paradigme du

(33) S. ROSEFELDE, *op. cit.* ; E. BRUNAT/A. KLEPACH, *op. cit.* ; A. ASLUND, *op. cit.*

(34) Le président Dmitri Medvedev (discours de Tobolsk, 27 mars 2008, et discours à la nation, 12 nov. 2009) est favorable à la suppression des barrières qui brident le développement des petites et moyennes entreprises (PME) et milite pour un allègement des procédures administratives. « *La cause principale du lent développement des PME reste l'extrême lourdeur de l'administration* » : D. Medvedev a constaté que la contribution des PME au PIB russe était inférieure à 17 % et que la part des industries du savoir est extrêmement faible, à moins de 1 %, celles-là étant presque inexistantes dans le domaine de la science et des technologies de l'information. Afin d'ouvrir une entreprise, un entrepreneur russe doit fournir une longue liste de documents, dont la plupart n'est pas mentionnée dans la législation fédérale. En outre, « *de nombreuses lois datant de l'époque soviétique, déconnectées de la réalité, sont encore en vigueur. Et le renouvellement des règlements techniques est extrêmement lent* ». Par ailleurs, les inspections visant le monde des affaires sont menées selon 45 axes, par plus de 30 organes, rien qu'au niveau fédéral, avec de nombreuses mesures de contrôle extra-procédurales. Il en résulte que les entreprises dépensent plus de 10 % de leur chiffre d'affaires en vérifications et inspections en tout genre.

(35) Dans la plupart des pays industrialisés, la mortalité baisse et l'espérance de vie augmente. Ce n'est pas le cas en Russie. La natalité, comme dans de nombreux pays d'Europe, est faible (1,4 enfant par femme en 2007 et 1,2 en 2006), mais la mortalité est particulièrement élevée, surtout chez les hommes : un homme sur trois meurt entre 20 et 60 ans ; les hommes russes ont aujourd'hui une espérance de vie de 61 ans (73 ans pour les femmes), alors qu'elle était de 63,8 ans dans les années 1960 (75 ans dans les pays développés). Cf. A. Vychnevski, *Les Enjeux de la crise démographique en Russie*, Institut français des relations internationales (IFRI), Paris, juin 2009. Par ailleurs, les moyens alloués à la protection de la santé sont insuffisants. En 2007, la Russie y a consacré 4, 2 % de son PIB, contre 8 à 10 % en moyenne dans les pays occidentaux. Il en découle un solde négatif et une baisse durable de la population, passée de 148,9 millions d'habitants au début de 1993, à 141,7 millions en avril 2009, selon le Comité d'Etat aux statistiques (Rosstat).

développement pour le pays et ses régions : «*dans les conditions de vive concurrence internationale, l'expansion économique du pays doit être conditionnée de plus en plus et essentiellement par ses avantages scientifiques et technologiques [...]. Il convient de faire une démarche pro-active et décisive pour l'incitation à la croissance des investissements pour l'infrastructure industrielle et pour la promotion des innovations [...] et se positionner d'une manière digne dans la division internationale du travail*» (36). Les appels à la modernisation du président Medvedev, le 12 novembre 2009, lors de son discours annuel à la nation, vont aussi dans ce sens. Les innovations majeures – génériques – et plus mineures – celles inscrites dans un sentier technologique – présupposent de nouvelles grilles de lecture et de nouvelles connaissances fondamentales en vue d'accélérer la transition compétitive vers l'économie du savoir (37). L'objectif du passage à une «*économie de la connaissance*» est affiché et il est exact que la politique publique se renforce dans ce sens. En revanche, le retard est préoccupant et les tendances récentes observées ne corrigent pas encore le modèle de croissance basé sur l'économie de rente et de résultats immédiats ou à «*retours sur investissements rapides*». Les nouvelles ambitions de la Russie sont synthétisées dans le rapport du ministère du Développement économique et du commerce de juillet 2007 intitulé «*Conception du développement économique de la Russie jusqu'en 2020*» (38). Il est fait état de trois scénarios possibles de croissance économique. Le premier, plutôt conservateur, s'appuie sur le modèle encore opérationnel aujourd'hui qui est celui de la rente. Le deuxième décrit une promotion massive des exportations des ressources naturelles, dont les résultats pourraient être davantage orientés vers une diversification industrielle plus volontariste. Enfin, le troisième, dont la distance avec la réalité est importante mais qui a la préférence des déclarations de politique prospective, est celui d'un modèle fondé sur l'innovation et la connaissance, ce qui suppose la définition de priorités et d'objectifs ainsi que la mesure de l'économie de la connaissance (tableau 5) (39).

(36) Cf. Message de la Présidence à l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie, 10 mai 2006, disponible sur le site Internet president.kremlin.ru.

(37) PNUD, *op. cit.*; E. BRUNAT *et alii*, *op. cit.*

(38) MEDT, «*Conception du développement économique de la Russie jusqu'en 2020*», Moscou, juil. 2007, disponible sur le site Internet www.economy.gov.ru.

(39) Mesurer l'économie de la connaissance : il s'agit du retour sur investissement dans la science, qui peut être mesuré par l'évolution de la productivité (PIB par employé par exemple). L'Indice de compétitivité du Forum économique mondial peut être également un élément d'appréciation. La part des hautes technologies dans les exportations, la balance technologique extérieure, la part mondiale des licences et brevets... font aussi partie des paramètres d'évaluation. C'est cependant la Banque mondiale qui a fait la démarche d'analyse et de mesure la plus achevée (BANQUE MONDIALE, *K4D...*, *op. cit.*), en proposant le *Knowledge Economy Index* (Indice de l'économie de la connaissance ou KEI) : il s'agit d'une méthode pour mesurer l'économie de la connaissance connue sous le générique de *Knowledge for Development* ou K4D. K4D est basé sur une méthodologie d'évaluation de la connaissance, *Knowledge Assessment Methodology* (KAM), qui est un modèle lui-même basé sur près de 110 variables structurelles et qualitatives de 146 pays et quatre piliers : 1) les incitations institutionnelles pour promouvoir la production de connaissances et la création d'activité; 2) la part de la population éduquée, formée de façon initiale et formée tout au long de la vie; 3) les technologies et les infrastructures de l'information et de la communication (TIC) – incluant leur production et leur diffusion –; 4) la densité du réseau d'entreprises, d'universités, des centres de recherche et

Tableau 5 :
Comparaison de la compétitivité KEI de quelques nations
 (indices recomposés par la Banque mondiale de 0 à 10)

<i>Pays</i>	<i>Classement mondial</i>	<i>Indice de l'économie de la connaissance</i>	<i>Régime institutionnel de production de connaissances</i>	<i>Système National d'Innovation</i>	<i>Education</i>	<i>TIC</i>
Suède	1	9,26	8,59	9,72	8,98	9,76
Etats-Unis	10	8,80	8,45	9,44	8,35	8,95
Allemagne	15	8,54	8,38	8,93	8,08	8,79
France	20	8,36	8,02	8,59	8,52	8,31
Russie	47	5,94	2,99	6,92	7,66	6,19
Chine	75	4,27	4,27	5,09	4,09	4,21

Sources : Banque mondiale, *K4D...*, *op. cit.* ; T. KASTOUÉVA-JEAN, « *Enseignement supérieur, clé de la compétitivité russe* », *Nei Visions*, n° 28, avr. 2008.

Les objectifs du troisième scénario sont particulièrement ambitieux, voire hors de portée, sans politiques radicalement pro-actives (40) et une véritable politique industrielle (41), l'ensemble étant désormais lourdement contraint par la crise économique mondiale. La Russie cependant, selon ce scénario, devrait prendre une place importante, d'environ 10 % sur les marchés mondiaux des produits et services des hautes technologies dans « quatre à six domaines ». Cela suppose que les dépenses intérieures de recherche et développement (DIRD) atteignent 3,5 % du PIB (contre 1,20 % actuellement) et pas moins de 5 à 6 % du PIB pour l'enseignement (contre 3,6 % en 2006).

**Tableau 6 : Comparaison entre les données 2005-2006
 et les objectifs 2020 du ministère du Développement économique
 et du Commerce de la Fédération de Russie (en %)**

	<i>Données 2005-2006</i>	<i>Objectifs 2020</i>
Part des hautes technologies dans le PIB russe	10,5 en 2006	17 à 20
Apport des secteurs innovants dans la croissance annuelle du PIB	1,3 en 2006	2,5 à 3
Part des entreprises industrielles faisant des innovations technologiques	9,3 en 2005	40 à 50
Part des produits innovants dans la production industrielle	2,5 en 2005	25 à 35
DIRD en % du PIB	1,24 en 2006	3,5 à 4
Dépenses d'éducation en % du PIB	3,9 en 2006	5 à 6

Source : MEDT, *op. cit.*

des centres technologiques, c'est-à-dire le Système national d'innovation (SNI). Le résultat général est le KEI, qui débouche sur un indice général pondéré et recomposé de compétitivité allant de 0 à 10. Cf. E. BRUNAT, « *Economie de la connaissance...* », *op. cit.*

(40) Des sanctions financières sont envisagées pour les entreprises et les branches prioritaires de l'industrie, ainsi que pour les Universités et Instituts de recherche qui ne se moderniseraient pas ou n'innoveraient pas ou pas suffisamment. Cf. la Déclaration du vice-Premier ministre S. Ivanov, avr. 2007, citée par T. KASTOUÉVA-JEAN, *op. cit.*

(41) E. BRUNAT/A. KLEPACH, *op. cit.*

L'amélioration de la qualité de la formation initiale et professionnelle supérieure suppose la mise en évidence des avantages comparatifs de localisation et humains – un savoir-faire technologique et industriel qui s'émousse mais demeure partiellement, une main-d'œuvre qualifiée et ouverte au changement. Le développement des coopérations internationales, les incitations au développement des interfaces universités-entreprises, des zones/parcs scientifiques et technologiques (42) et la valorisation de la recherche, la mise en place d'un cadre légal national et régional clair, transparent et stable, la promotion de la recherche publique et privée, des nouvelles technologies et des formats européens de l'éducation, la coopération entre les institutions dans le cadre d'un partenariat public-privé font partie des actions et des recommandations qui devraient contribuer au développement économique, social et humain de la Russie. Dans cet esprit, un travail doit être conduit sur la politique des brevets et des droits de propriété, qui est balbutiante et terriblement contre-productive.

Pour aller vers l'économie de la connaissance et réfléchir à une nouvelle forme de développement, il convient de croiser les approches en termes de flux, les analyses de l'intégration régionale et les apports des économistes institutionnalistes mettant en évidence l'importance de la coopération incluant le concept de « concurrence-coopération » (43), de la proximité et de la densité des structures davantage organisées de façon horizontale et au service d'un développement « par le bas » mieux maîtrisé par les terminaisons locales. Le croisement des paradigmes et le renouveau du développement suppose une politique publique forte et engagée qui comprend : une vision coopérative du développement et des institutions nécessaires ; des infrastructures d'éducation et de santé modernisées ; la coopération entre les acteurs du développement local, incluant le développement des réseaux de solidarité et d'échanges ; l'émergence, puis la densité des petites et moyennes entreprises sur un espace donné ; la consolidation et la structuration par objectifs de l'intelligence économique des territoires comme élément stratégique du développement ; l'émergence des infra-

(42) Avec une recherche de structuration territoriale, soutenue par une volonté publique, appuyée sur la « petite structure » (la PME), le « nombre » – importance de la densité des petites structures pour éventuellement rechercher des économies externes d'agglomération et des coopérations (fondées sur le concept de concurrences-coopérations) – et la « proximité » – la courte distance est un avantage de localisation décisif. Cf. BANQUE MONDIALE, *World Development Report 2009. Reshaping Economic Geography*, disponible sur le site Internet www.worldbank.org. Il est intéressant de noter que la Banque mondiale souligne le caractère crucial et urgent des transformations spatiales et l'importance des distances liées. Trois dimensions/arguments principaux sont analysés à trois niveaux pour favoriser la croissance : 1) importance des densités humaines et des entreprises – économies d'échelle et masses critiques à externalités positives (de services notamment) supérieures aux externalités négatives des congestions et ghettos, argument local – ; 2) réduction des distances – physiques – et facilitation des migrations – la migration réduit les distances vers les opportunités économiques (centres urbains, zones côtières, connexions..), argument national – 3) moins de divisions et d'obstacles administratifs entre les pays et les territoires – les frontières ne doivent plus être des coupures mais des coutures, argument international.

(43) Cf. E. BRUNAT, « Economie de la connaissance... », *op. cit.*

structures sociales (44) essentielles, tout comme les services offerts, payants et gratuits – transports et logistique d'ensemble ayant un impact sur la productivité, l'efficacité et la baisse des coûts de transaction –; un accès facilité aux financements des technologies modernes et de la recherche privée (incitations fiscales, capital risque...) et publique (politique publique volontariste).

La Russie modernisée devra dépasser la contrainte de court terme et sa structure d'économie rentière pour jouer un rôle véritablement complet et constructif au sein des pays émergents (dont le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine ou BRIC) et au-delà, dont le G8 et le G20. L'enjeu est de transformer une croissance économique de retour probablement en 2010 en développement humain. Pour bâtir une société de la connaissance compétitive, rompant avec la société d'exportations extensives des ressources énergétiques et naturelles, la Russie doit donc investir massivement dans la recherche et l'éducation, renforcer les institutions de l'économie et du droit, ainsi que le système de diffusion et de valorisation des connaissances et de l'information. Cependant, pour cela, une ouverture sur l'extérieur, une coopération internationale équilibrée, un volontarisme politique partagé et une vision de long terme sont nécessaires.

L'IMPORTANCE D'UNE POLITIQUE EXTÉRIEURE RENOUVELÉE :
UNE POLITIQUE RÉGIONALE *soft power* INDÉPENDANTE
MAIS INSUFFISANTE POUR STIMULER LA MODERNISATION

La composante internationale, tant du point de vue des flux commerciaux que des investissements directs étrangers ou des coopérations technologiques, est une dimension essentielle du processus de modernisation de l'économie russe. Depuis le début de la décennie, la Russie est davantage présente et nettement plus offensive sur la scène internationale, avec une contradiction qui, à ce jour, n'a pas été dépassée. Il s'agit, d'une part, de la défense d'un monde multipolaire laissant une place aux dialogues, aux expressions économiques, politiques, culturelles et religieuses plurielles afin d'humaniser les arythmies et asymétries de la mondialisation libérale occidentale – garantissant ainsi une place aux spécificités sociétales, culturelles et linguistiques russes dans le jeu des nations – et, d'autre part, l'usage d'une rhétorique très ferme – elle-même nourrie de la confiance retrouvée avec la prospérité macro-économique des années 2000 – de restauration de la puissance perdue. Avec ce dernier point, la Russie, qui se reconnaît

(44) Actuellement, les dépenses sociales représentent moins de 5 % du PIB. Elles devraient être multipliées par un facteur de 4 à 5 pour atteindre les standards *minima* des sociétés modernes.

volontiers «dans la grande maison européenne» (45), est en revanche réticente, voire hostile, à l'Occident et à sa conception uniformisée du monde (46). L'arme énergétique fréquemment brandie traduit donc les crispations d'une politique étrangère hybride (47) qui va pourtant davantage dans le sens d'une adaptation au monde que d'une rupture isolationniste. Le ton du rapport de force est largement hérité de la période soviétique, mais il reste nourri par la volonté de reprendre le contrôle d'un destin propre que les influences des expertises occidentales ont largement ignoré depuis 1992. La diplomatie russe a des fondements : la Russie souhaite exister à la place qui est la sienne plus que dominer. Il est probable que le délitement de sa sphère d'influence privilégiée, sans concertation ni compensation, a contribué à un raidissement dès que la croissance recouvrée a permis d'exprimer les ressentis. L'Union européenne a peu proposé à la Russie depuis les processus d'élargissements de l'Union amorcés dans les années 1990 (48). L'OTAN continue d'élargir son champ d'influence comme si la Guerre froide restait le moteur des équilibres, alors que le contenu idéologique de l'affrontement a disparu. Les Etats-Unis, qui sont un partenaire économique mineur en comparaison à l'Union européenne (tableau 7), continuent de préférer une Russie faible à une Russie forte et ne ménagent pas les susceptibilités de Moscou avec une politique de défense souvent unilatérale (projet d'implantation d'un bouclier antimissiles fait de fusées à moyenne et plus longue portées installées en Pologne et en République tchèque notamment).

Tableau 7 :
Partenaires commerciaux de la Russie en %, 2005

	<i>Biélorussie</i>	<i>Japon</i>	<i>Etats-Unis</i>	<i>Chine</i>	<i>Ukraine</i>	<i>Union européenne</i>	Autres
Importations	6	6	7	7	8	44	22

	<i>Suisse</i>	<i>Biélorussie</i>	<i>Chine</i>	<i>Ukraine</i>	<i>Etats-Unis</i>	<i>Union européenne</i>	Autres
Exportations	4	5	5	5	7	50	24

Source : Organisation mondiale du commerce.

(45) Une récente enquête d'opinion menée par le VTsIOM (M. ORDZHONIKIDZE, «La Russie et l'Occident, une enquête d'opinion», *Géoéconomie*, n° 43, aut. 2007, pp. 89-97) montre qu'en 2006 63 % des Russes interrogés – surtout les anciens et les personnes émanant de couches sociales peu favorisées – pensent que la «culture occidentale» exerce une influence négative sur la situation en Russie. Il semble par ailleurs qu'une confusion se maintient dans les esprits entre la perception de l'Union européenne comme entité économique et politique intégrée en développement et l'Europe de l'histoire et de la géographie. Selon cette enquête menée par Y. Levada et son équipe et rendue par M. Ordzhonikidze, 75 % des Russes en 2006 pensent que la Russie est un Etat eurasiatique qui suit sa propre ligne de développement. Ce repliement circonstanciel et de dépit semble traduire les creux diplomatiques et les raidissements du dialogue Russie-Occident de ces dernières années.

(46) M. FOUCHER, *L'Europe et l'avenir du monde*, Odile Jacob, Paris, 2009, 142 p.

(47) L. DELCOUR (dir.), Numéro spécial «La Russie, entre héritages et mutations», *Revue internationale et stratégique*, n° 68, hiv. 2007-2008.

(48) E. BRUNAT/X. GREFFE/V. MAU/V. NOVIKOV/I. SAMSON, *op. cit.*

Dans ce contexte, l'Union européenne est bien le partenaire économique clef de la Fédération de Russie. Son poids dans les flux extérieurs du pays est de six à sept fois supérieur à celui des Etats-Unis en volume et en valeur. De fait, l'économie mondiale multilatérale ne pourra se déployer hors d'un cadre mutuellement profitable et apaisé entre les deux entités. Cela suppose de sécuriser les approvisionnements en pétrole et en gaz de l'Union et de réfléchir enfin sérieusement à l'intégration de la Russie dans un Espace économique européen commun suffisamment attractif, susceptible d'aller au-delà des coopérations en cours menées par les entreprises ou les institutions européennes et russes. Au moment où l'Asie émerge massivement sur la scène économique et politique internationale, au moment où se profile un dialogue nouveau, logique, complexe et plus resserré entre les puissances américaine et chinoise, la Russie n'a pas intérêt à jouer une carte isolationniste. La liaison Europe - Etats-Unis étant de fait et par essence assurée, un isolement de la Russie compromettrait la solidité de sa croissance et de son développement. L'Europe n'a aucun intérêt à avoir à ses frontières une Russie affaiblie, instable, protectionniste et convaincue, à tort, qu'elle est en mesure de gérer seule les complexités du XXI^e siècle (49). Les spécificités de la Russie, sa vision du monde, sa puissance énergétique et humaine – quoique mise à mal en dynamique par une distribution et une évolution démographiques catastrophiques sur son riche territoire de 17 millions de km² – constituent des éléments essentiels de la croissance européenne au sens large. Ce dialogue renforcé et cette coopération intégrée gagnante – notamment par son accession à l'OMC – devrait faciliter la modernisation de la Russie, tout en sécurisant l'approvisionnement gazier de l'Europe (50) dans le cadre de projets d'approvisionnement économiquement réalistes (51).

La modernisation et la diversification de l'économie russe sont deux clefs du dialogue de la Russie avec les pays à économie de marché avancés, dont la nécessaire coopération approfondie Russie-Europe. Il convient de rappeler que, hors matériels militaires, les exportations russes de produits manufacturés sont faibles en 2008 – à peine supérieures à 10 % des exportations

(49) E. BRUNAT, «Europe needs...», *op. cit.*

(50) Avec 14 % de ses importations gazières, la France est relativement peu dépendante du gaz russe.

(51) Rappelons que trois projets pharaoniques sont envisagés pour les approvisionnements gaziers de l'Europe, ce qui n'est pas réaliste compte tenu des coûts de mise en place et des prévisions de réchauffement climatique, de la croissance économique de l'Europe d'ici à 2020 et, surtout, de la volonté d'aller vers des économies d'énergie significatives : deux projets sont initiés par la Russie (Gazprom), avec des coopérations industrielles européennes, dont françaises (avec EDF et GDF-Suez) et allemandes (massivement pour ces dernières, avec BASF et E.ON en particulier). Il s'agit, d'une part, du projet baltique North Stream visant à l'approvisionnement des pays du nord de l'Europe et de l'Allemagne dès 2010-2011 et, d'autre part, du projet South Stream, qui devrait, à partir de 2015-2016, approvisionner le sud et le centre de l'Europe (Grèce, Italie, Autriche notamment) en gaz russe et kazakh. Il semble clair qu'en contournant l'Ukraine et en injectant du gaz non russe dans le South Stream (du Kazakhstan et du Turkménistan en particulier) Gazprom et la Russie souhaitent contrôler l'approvisionnement gazier de l'Europe. C'est précisément pour atténuer cette possible dépendance que la Commission européenne – et les Etats-Unis – envisage un troisième projet, Nabucco, concurrent au gazoduc South Stream et visant à l'importation du gaz d'Iran et d'Azerbaïdjan *via* la Turquie et sans la participation de Gazprom. La question, au-delà de la géopolitique et de la géo-économie de conjoncture, est de déterminer si ces investissements concurrents sont vraiment réalistes.

– et très largement à destination des pays de la Communauté des Etats indépendants (CEI) ou des pays à revenus moyens ou faibles au sens de la Banque mondiale. La productivité médiocre de l'industrie et la qualité insuffisante des produits font que les productions russes sont peu attractives sur les marchés de consommateurs des pays avancés.

Afin de corriger cette réalité et favoriser la modernisation du capital fixe, un changement de stratégie est nécessaire. Les tentations protectionnistes conjoncturelles de la Russie doivent être dépassées au plus vite afin de favoriser les modernisations organisationnelles et technologiques, dans le cadre d'actions de politique industrielle diversifiées et pro-actives de l'Etat et de coopérations internationales *via* la réactivation des investissements directs étrangers (tableau 8).

**Tableau 8 : Investissements directs étrangers (IDE),
comparaison Russie, Ukraine, Pologne**

	2005			2006			2007		
	Russie	Ukraine	Pologne	Russie	Ukraine	Pologne	Russie	Ukraine	Pologne
Flux d'IDE entrants (milliards de dollars)	12,9	7,8	10,4	32,4	5,6	19,2	52,5	9,9	17,6
Stocks d'IDE (milliards de dollars)	180,3	17,2	90,7	271,6	23,1	124,5	324,1	38	142,1
Indicateur de performance (1) Classement/141 économies	89	35	60	87	37	57	81	35	60
Nombre d'investissements greenfield(2)	512	125	270	386	124	323	363	104	333
IDE entrants (en % de la FBCF(3))	9,5	41,2	18,7	17,8	21,1	28,5	19,3	25,6	18,7
Stock d'IDE (en % du PIB)	23,6	20,0	29,8	27,6	21,5	36,4	25,1	27,0	33,8
Stocks d'IDE/habitant (en milliers de dollars)	/	/	/	/	/	/	2 287,0 (141,7 millions d'hab.)	817,0 (46,5 millions d'hab.)	3 730,0 (38,1 millions d'hab.)

(1) L'indicateur de performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial.

(2) Les investissements dits «greenfield» correspondent à la création de filiales *ex-nihilo* par une maison-mère.

(3) La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements réalisés pendant une année.

Source : CNUCED, *World Investment Report*, 2008, disponible sur le site Internet www.unctad.org/sections/dite_dir/docs/wir08_fs_ru_en.pdf.

Il convient cependant de souligner que la crise a aussi permis à la Russie de recouvrer un rôle d'opérateur régional relativement actif. Souvent plus affectés que la Russie par les déstabilisations socio-économiques induites par la crise mondiale, plusieurs pays de la CEI ont fait appel à Moscou, qui a répondu favorablement et rapidement avec une contribution de près de 8 milliards de dollars à un fonds anti-crise (doté de 10 milliards) principalement destiné aux besoins en liquidités des pays de l'Eurasec, la Communauté économique eurasiatique (52). Une forme de *soft power* (53) semble se substituer, en partie à la suite de la crise financière, aux actions plus radicales et aux rapports de force plus classiques de la Russie dans son espace d'influence immédiat. Cette nouvelle approche diplomatique s'appuie davantage sur les soutiens culturels, financiers et économiques – la Russie est désormais un pays «donneur émergent net» au sens des Nations Unies – et confère au pays une influence régionale plus importante. Le soutien aux souverainetés – souvent assorti d'une aide financière effective de la Russie dans son voisinage immédiat, notamment en Moldavie et en Asie centrale – est souvent compris comme une alternative possible à l'économie de marché libérale occidentale. L'influence par la culture et les médias, directement ou indirectement, se substitue progressivement à la force, génère des approbations et nuance les prises de position plus hostiles. La restauration de la voie eurasiatique partiellement alternative à l'Occident, voire à l'Europe, est étudiée de façon explicite, mais s'appuie sur des économies étroites et fragiles et des régimes souvent autoritaires, qui n'aideront pas la Russie dans sa feuille de route vers la modernisation économique nécessaire et fondamentalement souhaitée par le président Medvedev et le premier ministre Poutine.

CONCLUSION :

LA RELATION EUROPE-RUSSIE ET LES RESSORTS INDUITS
PAR UNE ADHÉSION A L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE
DOIVENT ETRE LES MOTEURS DE LA MODERNISATION

La relation entre l'Union européenne et la Russie est plus importante et durable, tactiquement et stratégiquement, que la voie eurasiatique, faible sur le plan économique et institutionnel. Elle est également plus réaliste que l'axe Russie - Etats-Unis par la géographie, le volume des échanges et l'importance des coopérations. C'est le développement des institutions et la clarification/stabilisation du cadre légal, l'affirmation d'un Etat probe et de droit, garant des spécificités sociétales russes, la relance d'une adhésion à

(52) L'Eurasec a été mis en place en 2000 et comprend, outre la Russie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan.

(53) P. CONDÉ, *op. cit.*

l'OMC qui sont les facteurs déterminants pour l'avenir du pays (54). L'intégration de la Russie à l'économie mondiale renforce le caractère impératif des réformes de structure, la modernisation de l'industrie et la promotion d'une nouvelle production de la connaissance. La vision précise d'une Russie post-industrielle plus orientée vers la production et la consommation de services est encore insuffisante.

La procédure d'adhésion russe à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) est de nouveau laborieuse, en raison du changement de pouvoir aux Etats-Unis et de la crise financière. De plus, les nations membres de l'OMC sont préoccupées par l'achèvement du cycle laborieux des négociations de Doha. Ainsi, l'adhésion de la Russie ne semble plus revêtir le caractère d'urgence et prioritaire de ces dernières années, cela, tant du point de vue de l'OMC que des appréciations russes réitérées par son principal négociateur, Maxim Medvedkov. En outre, les mesures d'aides aux banques et industries nationales en Europe et aux Etats-Unis afin d'atténuer les effets de la crise n'ont pas ralenti en soi les négociations avec la Russie, mais elles sont fondamentalement contradictoires avec les préceptes et fondamentaux de l'Organisation, qui rejette les interventions faussant la concurrence. C'est donc objectivement et par défaut que les négociations d'adhésion sont en sommeil. Plus fondamentalement, bien que la Russie ait terminé ses négociations bilatérales avec de nombreux pays, aucun accord global n'est encore en vue. Le ministère russe du Développement économique et du commerce parle aujourd'hui de 2011, voire au-delà, comme perspective d'adhésion éventuelle de la Russie à l'OMC, le processus de négociations sur l'adhésion de la Russie à l'OMC ayant lui-même commencé en 1995. A la suite de longues et tortueuses négociations, l'adhésion russe à l'OMC avait été remise en cause à la fois par Moscou et par les Etats-Unis en août 2008, après l'intervention armée en Géorgie. Par ailleurs, la décision récente de la Russie d'adhérer à l'OMC aux côtés de la Biélorussie et du Kazakhstan et non plus seule reflète le désenchantement des élites dirigeantes russes vis-à-vis de l'Organisation, dont elles ne font plus vraiment officiellement une priorité. En fait, le débat est le même qu'il y a dix ans. Pour certains, la Russie n'a pas besoin de l'OMC, dans la mesure où elle reste essentiellement un exportateur de matières premières (métaux, pétrole et gaz), un secteur qui n'est pas régulé par l'Organisation. Cet argument est renforcé par la faible compétitivité des produits manufacturés russes : entrer dans l'OMC aurait, selon cette approche, des effets très négatifs à court terme. D'autres ne partagent pas, à juste titre, cette approche. L'économie russe, pour se moderniser, a besoin de stimulations par la concurrence et les investissements directs étrangers. L'OMC crée donc un cadre propice, avec des exceptions, des protections temporaires, des périodes probatoires et des moments

(54) S. MATELLY, «La Russie et l'OMC : un intérêt réciproque mais des enjeux contradictoires», *Revue internationale et stratégique*, n° 68, hiv. 2007-2008.

d'ajustements structurels et institutionnels. Cela étant, la Russie est désormais la dernière puissance économique à ne pas être intégrée au système commercial multilatéral.

Une étude du Russian European Center for Economic Policy de Moscou a cherché à mesurer l'impact des changements structurels jusqu'à un niveau très désagrégé de l'économie et à identifier les avantages comparatifs et compétitifs de la Russie dans son interaction avec l'environnement international, dont l'Union européenne (55). Ce type de travaux nous semble devoir être mené de nouveau en relation avec la relance des négociations d'adhésion de la Fédération de Russie à l'OMC, l'ensemble relevant de l'ouverture de la Russie à l'économie mondiale. Une adhésion à l'OMC faciliterait la définition des contours et contenus d'un Espace économique européen commun incluant la Russie, dont le principe doit de nouveau être étudié; de même, un accord avec l'Union européenne sur l'acquis communautaire assurerait une partie importante des obligations requises par l'adhésion à l'OMC. Il y a quelques avantages qu'une adhésion de la Russie à l'OMC pourrait certainement favoriser (56) : une stimulation à la productivité globale et par branche et une stimulation à la modernisation pour aller vers une économie de la connaissance et vers une production des biens et services dans un contexte de protection des droits de la propriété industrielle et intellectuelle; un accès facilité aux marchés par l'extension de la clause de la nation la plus favorisée (57); la possibilité de disposer de mécanismes d'arbitrage en cas de mésententes ou de conflits commerciaux; un abandon progressif mais programmé des pratiques de *dumping* social; une baisse des coûts de transaction et un accroissement de la compétitivité; une économie et une société plus soucieuses de l'épargne, de l'investissement et de la longue période, afin de consolider une croissance recouvrée et faciliter le développement humain; la considération dans le concert des nations d'une économie «normale», dont l'histoire est inscrite dans le temps long; la définition d'un véritable programme cohérent de modernisation et de mise en ordre des productions, programme qui doit être articulé à l'économie européenne principalement.

(55) K. A. SOOS/E. IVLEVA/I. LEVINA, *The Russian Manufacturing Industry in the Mirror of Its Exports to the European Union*, Russian European Center for Economic Policy (Working Paper), mars 2002; E. SHARIPOVA, *Euro-Zone Financial Criteria: Application for CEECs and Questions for Russia*, Russian European Center for Economic Policy (Working Paper), mars 2002.

(56) E. BRUNAT, «Russie : la croissance peut-elle être durable?», in Arnaud BLIN/François GÉRÉ, *Puissance et Influence. Annuaire géopolitique et géostratégique 2002-2003*, Charles Léopold Mayer/Descartes & Cie, Paris, 2002, pp. 55-75.

(57) Cet argument ne convainc pas certains économistes et politiques russes qui, très rétifs à une adhésion, considèrent que par le biais des traités bilatéraux la Russie bénéficie d'un traitement équivalent.